



**Conférence des Parties agissant comme réunion
des Parties au Protocole de Kyoto
Huitième session
Doha, 26 novembre-7 décembre 2012**

Point 10 a) de l'ordre du jour provisoire

Fonds pour l'adaptation

Rapport du Conseil du Fonds pour l'adaptation

Rapport du Conseil du Fonds pour l'adaptation*

Note du Président du Conseil du Fonds pour l'adaptation**

Résumé

Le présent rapport a été établi comme suite à la décision 1/CMP.3, par laquelle le Conseil du Fonds pour l'adaptation a été prié de faire rapport sur ses activités à chaque session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP), et porte sur la période allant du 30 novembre 2011 au 30 juin 2012. Les activités menées du 1^{er} juillet 2012 à décembre 2012 feront l'objet d'un rapport verbal du Président du Conseil du Fonds pour l'adaptation à la huitième session de la CMP. Le présent rapport contient des informations sur les progrès accomplis par le Fonds pour l'adaptation, en particulier en ce qui concerne la réalisation des tâches dont celui-ci a été chargé par la CMP, ainsi que des recommandations pour les mesures que la CMP devrait prendre le cas échéant. Il contient des informations sur les décisions et les mesures prises par le Conseil du Fonds pour l'adaptation dont la CMP devrait prendre note.

* Les vues du Conseil du Fonds pour l'adaptation sur le rapport consacré à l'examen des arrangements provisoires concernant le Fonds pour l'adaptation (voir annexe V) ont été incluses dans le présent rapport, comme l'Organe subsidiaire de mise en œuvre l'avait demandé à sa trente-sixième session (FCCC/SBI/2012/15, par. 83).

** Le présent document a été soumis tardivement pour des raisons internes.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–5	3
A. Mandat.....	1–2	3
B. Objet de la note.....	3	3
C. Recommandations concernant les mesures que pourrait prendre la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto	4–5	3
II. Travaux accomplis pendant la période considérée.....	6–39	4
A. Élection du Président et du Vice-Président du Conseil du Fonds pour l’adaptation	8	4
B. Changements dans la composition du Conseil du Fonds pour l’adaptation.....	9–11	4
C. Calendrier des réunions du Conseil du Fonds mondial pour l’adaptation en 2012	12	5
D. Plan de travail du Conseil du Fonds pour l’adaptation	13	5
E. Budget du Conseil du Fonds pour l’adaptation, secrétariat et administrateur	14	6
F. Accréditation des entités chargées de la mise en œuvre	15–18	6
G. Comités du Conseil du Fonds pour l’adaptation.....	19–21	7
H. Décisions de financement de projets et programmes d’adaptation.....	22–28	7
I. Suivi du portefeuille	29–35	8
J. Ressources du Fonds spécial du Fonds pour l’adaptation	36–37	9
K. Clôture du Fonds d’affectation spéciale multidonateurs pour le secrétariat du Conseil du Fonds pour l’adaptation.....	38	10
L. Dialogue avec les organisations de la société civile	39	10
III. Soutien au Conseil du Fonds pour l’adaptation et exécution de son mandat	40–44	10
Annexes		
I. Amended and restated Certified Emission Reduction Monetization Program guidelines, June 2012		12
II. Adaptation Fund Board members and alternate members		21
III. Actual fiscal year 2012 and approved fiscal year 2013 budget of the Adaptation Fund Board and the secretariat, and the trustee.....		23
IV. Project funding approvals by the Adaptation Fund Board since the seventh session of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol		24
V. The Adaptation Fund Board’s decisions with respect to the secretariat and the trustee performance review		26
VI. Comparative analysis of administrative costs		28

I. Introduction

A. Mandat

1. À sa septième session, la Conférence des Parties est convenue de créer le Fonds pour l'adaptation (ci-après dénommé le Fonds)¹. À sa troisième session, la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP) a décidé que l'entité chargée d'assurer le fonctionnement du Fonds serait le Conseil du Fonds pour l'adaptation (ci-après dénommé le Conseil), appuyé par un secrétariat et un administrateur provisoire (ci-après dénommé l'administrateur)².

2. Dans sa décision 1/CMP.3, la CMP a demandé au Conseil de faire rapport sur ses activités à chaque session de la CMP. Elle a aussi invité le Fonds pour l'environnement mondial à fournir des services de secrétariat au Conseil, et la Banque mondiale à remplir les fonctions d'administrateur du Fonds, provisoirement pour l'un comme pour l'autre.

B. Objet de la note

3. Le présent rapport contient des informations sur les progrès accomplis par le Fonds, en particulier en ce qui concerne la réalisation des tâches dont celui-ci a été chargé par la CMP, ainsi que des recommandations pour les mesures que la CMP devrait prendre le cas échéant. Il porte sur la période allant du 30 novembre 2011 au 30 juin 2012.

C. Recommandations concernant les mesures que pourrait prendre la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto

4. La CMP pourrait prendre note des informations contenues dans le présent rapport.

5. Le Conseil invite la CMP à prendre note, conformément au paragraphe 10 de la décision 1/CMP.4, des principales évolutions, mesures et décisions intervenues pendant la période considérée et énumérées ci-après:

a) L'accréditation de 12 entités nationales chargées de la mise en œuvre, dont six pendant la période considérée, qui ont accès directement aux ressources du Fonds;

b) Le cumul des recettes du Fonds spécial du Fonds pour l'adaptation s'est élevé à 301,1 millions de dollars des États-Unis, dont 180 millions de dollars É.-U. provenant de la monétisation d'unités de réduction certifiée des émissions (URCE); 119,5 millions de dollars É.-U. provenant de contributions additionnelles; et 1,6 million de dollars É.-U. des revenus de placements;

c) Le montant cumulé des approbations de projets et de programmes s'est élevé à 166,5 millions de dollars É.-U.;

¹ Décision 10/CP.7.

² Décision 1/CMP.3, par. 3.

d) Le montant des fonds disponibles pour de nouvelles approbations de fonds s'établissait à 112,8 millions de dollars É.-U. au 30 juin 2012. Les ressources additionnelles potentielles, y compris les ressources provenant de la monétisation d'URCE jusqu'à fin 2012, sont estimées à 144 millions de dollars É.-U.³;

e) Le Conseil a décidé de proposer des URCE⁴ du Fonds directement à l'achat par les gouvernements (les directives révisées du programme de monétisation des URCE figurent dans l'annexe I);

f) L'objectif pour la mobilisation de fonds a été fixé à 100 millions de dollars É.-U. jusqu'en 2013.

II. Travaux accomplis pendant la période considérée

6. Le Conseil a tenu trois réunions pendant la période considérée: la seizième réunion s'est tenue au Protea Hotel Umhlanga à Durban (Afrique du Sud), parallèlement aux sessions de la Conférence des Parties et de la CMP. Les deux autres réunions se sont déroulées dans les locaux de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification à Bonn (Allemagne). L'ordre du jour annoté (y compris la documentation de base sur les points de l'ordre du jour) et les rapports détaillés des réunions sont disponibles sur le site Web du Fonds⁵.

7. Les principaux travaux menés par le Conseil pendant la période considérée sont décrits dans les sections suivantes.

A. Élection du Président et du Vice-Président du Conseil du Fonds pour l'adaptation

8. En application du paragraphe 13 de la décision 1/CMP.3, le Conseil, à sa seizième réunion, a élu par consensus M. Luis Santos (Uruguay, Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes) Président et M. Anton Hilber (Suisse, Groupe des États d'Europe occidentale et autres États) Vice-Président du Conseil.

B. Changements dans la composition du Conseil du Fonds pour l'adaptation

9. Pendant la période considérée, plusieurs membres et membres suppléants du Conseil ont été remplacés. Les changements qui concernent les membres du Conseil sont les suivants: M^{me} Barbara Letachowicz (Pologne, Groupe des États d'Europe orientale) a été remplacée par M^{me} Laura Dzelzyte (Lituanie, Groupe des États d'Europe orientale). M. Richard Muyungi (République-Unie de Tanzanie, pays les moins avancés (PMA)) a été remplacé par M. Mamadou Honadia (Burkina Faso, PMA). M. Farrukh Iqbal Khan (Pakistan, Parties non visées à l'annexe I) a été remplacé par M. Bruno Sekoli (Lesotho, Parties non visées à l'annexe I) précédemment membre suppléant qui est devenu membre. M^{me} He Zheng (Chine, Groupe des États d'Asie et du Pacifique) a démissionné et à la date de publication du présent rapport, elle n'avait pas encore été remplacée. En outre, M. Philip S. Weech (Bahamas, Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes)

³ Sur la base des prix au comptant des URCE et du taux de change entre le dollar des États-Unis et l'euro observé en juillet 2012, ainsi que du nombre estimé d'URCE délivrées par le Centre Risoe du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (PNUE Risoe clean development mechanism/joint implementation pipeline analysis and database, 1^{er} juillet 2012).

⁴ Uniquement celles provenant de projets de gaz industriels.

⁵ <http://www.adaptation-fund.org>.

a remplacé M. Jeffery Spooner (Jamaïque, Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes) comme membre et M. Spooner est devenu membre suppléant, remplaçant à son tour M. Luis Paz Castro (Cuba, Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes). M. Anton Hilber (Suisse, Groupe des États d'Europe occidentale et autres États) et M. Hans Olav Ibrekk (Norvège, Groupe des États d'Europe occidentale et autres États) ont échangé leurs postes, M. Hilber devenant membre et M. Ibrekk devenant membre suppléant.

10. Les changements qui concernent les membres suppléants du Conseil sont les suivants: M. Monowar Islam (Bangladesh, PMA) a été remplacé par M. Adao Soares Barbosa (Timor-Leste, PMA). M^{me} Kate Binns (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Parties visées à l'annexe I) a été remplacée par M^{me} Su-Lin Garbett-Shiels (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Parties visées à l'annexe I). Le poste de membre suppléant précédemment occupé par M. Bruno Sekoli (Lesotho, Parties non visées à l'annexe I) qui est devenu membre a été pourvu par M. Dembele Boubacar Sidiki (Mali, Parties non visées à l'annexe I). M. Amjad Abdulla (Maldives, petits États insulaires en développement) a été remplacé par M. Mohamed Shareef (Maldives, petits États insulaires en développement); et M^{me} Iryna Trofimova (Ukraine, Groupe des États d'Europe orientale), qui avait démissionné pendant la période considérée précédente, a été remplacée par M. Aram Ter-Zakaryan (Arménie, Groupe des États d'Europe orientale). Les sièges d'un membre et d'un membre suppléant du groupe des Parties de la région Asie-Pacifique restent vacants.

11. La liste complète des membres et membres suppléants du Conseil est donnée à l'annexe II.

C. Calendrier des réunions du Conseil du Fonds mondial pour l'adaptation en 2012

12. À sa seizième réunion, le Conseil a adopté un calendrier de réunions pour 2012 (voir le tableau 1). Le Comité d'examen des programmes et projets et le Comité de l'éthique et des finances ont tenu leurs réunions immédiatement avant chaque réunion du Conseil. À sa dix-septième réunion, le Conseil a décidé de ramener de quatre à trois le nombre de ses réunions. Le nombre des réunions des comités et des groupes d'experts de l'accréditation a aussi été réduit en conséquence.

Tableau 1

Calendrier des réunions du Conseil du Fonds mondial pour l'adaptation en 2012

<i>Dates</i>	<i>Lieu</i>
15-16 mars	Bonn (Allemagne)
28-29 juin	Bonn (Allemagne)
à confirmer	à confirmer

D. Plan de travail du Conseil du Fonds pour l'adaptation

13. À sa dix-huitième réunion, le Conseil a adopté le plan de travail du Conseil correspondant à l'exercice financier allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013.

E. Budget du Conseil du Fonds pour l'adaptation, secrétariat et administrateur

14. À sa dix-huitième réunion, le Conseil a examiné et approuvé l'allocation de ressources à l'appui des travaux du Conseil, de son secrétariat et de l'administrateur jusqu'au 30 juin 2013 (annexe III). Les prévisions de dépenses d'administration approuvées pour l'exercice financier 2013 étaient estimées à 3 323 470 dollars É.-U. au 30 juin 2012, en baisse de 6,8 % par rapport au montant approuvé pour l'exercice précédent.

F. Accréditation des entités chargées de la mise en œuvre

15. Le paragraphe 30 de la décision 1/CMP.3 dispose que «pour soumettre une proposition de projet, les Parties et les entités chargées de la mise en œuvre ... doivent remplir les critères adoptés par le Conseil du Fonds pour l'adaptation ..., afin de pouvoir accéder à un financement par le Fonds pour l'adaptation».

16. Le Comité d'accréditation s'est réuni trois fois pendant la période considérée. Le Conseil a élu M^{me} Angela Churie-Kallhauge (Suède, Groupe des États d'Europe occidentale et autres États) Présidente et M. Santiago Reyna (Argentine, Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes) Vice-Président. Ces membres du Conseil constituent, avec trois autres membres experts, le Comité d'accréditation. Le Comité d'accréditation a examiné huit candidatures d'entités nationales de Parties non visées à l'annexe I et deux candidatures d'organisations multilatérales et de banques de développement chargées de la mise en œuvre pendant cette période.

17. Conformément à la décision visée au paragraphe 15 ci-dessus, le Conseil a examiné les recommandations du Comité d'accréditation et a approuvé l'accréditation de six nouvelles entités nationales chargées de la mise en œuvre, à savoir le Ministère de la planification et de la coopération internationale (Jordanie), le Ministère des ressources naturelles (Rwanda), l'Unité chargée de la réforme rurale (Argentine), la National Environment Management Authority (Kenya), l'Institut des technologies de l'eau (Mexique) et la National Bank for Agriculture and Rural Development (Inde); et celle d'une entité multilatérale chargée de la mise en œuvre, à savoir l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Le nombre d'entités nationales accréditées pendant la période considérée est en hausse de 100 % par rapport aux deux années précédentes où le processus d'accréditation a fonctionné. Au total, on comptait parmi les entités chargées de la mise en œuvre accréditées à la date de publication du présent rapport 12 entités nationales, 1 entité régionale et 10 entités multilatérales.

18. Le Conseil, le Comité d'accréditation et le secrétariat ont continué de collaborer avec le secrétariat de la Convention pour organiser et mettre sur pied les ateliers régionaux sur l'accréditation dont la tenue est demandée au paragraphe 8 de la décision 5/CMP.6 et qui se sont déroulés pendant la période considérée. L'atelier pour les régions de l'Asie et de l'Europe orientale s'est tenu à Manille (Philippines, 19-21 mars 2012). L'atelier pour la région du Pacifique s'est tenu à Apia (Samoa, 23-25 avril 2012). À chaque atelier, deux experts du Comité d'accréditation et deux membres du personnel du secrétariat ont présenté des exposés sur les critères et le processus d'accréditation.

G. Comités du Conseil du Fonds pour l'adaptation

19. Le Comité de l'éthique et des finances et le Comité d'examen des programmes et projets, créés par le Conseil en 2009, se sont réunis trois fois pendant la période considérée, programmant leurs réunions la veille de la dix-huitième réunion du Conseil et deux jours avant ses réunions ultérieures. M. Jeffery Spooner (Jamaïque, Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes) a été élu Président du Comité d'examen des programmes et projets et M. Hans Olav Ibrekk (Norvège, Groupe des États d'Europe occidentale et autres États) a été élu Vice-Président. M. Yutaka Matsuzawa (Japon, Parties visées à l'annexe I) a été élu Président du Comité de l'éthique et des finances et M^{me} Medea Inashvili (Géorgie, Groupe des États d'Europe orientale) a été élue Vice-Présidente.

20. Le Comité de l'éthique et des finances a examiné les points suivants et a formulé à l'intention du Conseil des recommandations à leur sujet: procédure d'investigation; application du cadre d'évaluation; campagne et stratégie de mobilisation de fonds; mise en œuvre du plafond de 50 % pour les organisations multilatérales chargées de la mise en œuvre; rapport annuel; rapports sur l'exécution des projets; accord juridique type entre le Conseil et les entités chargées de la mise en œuvre pour l'exécution des projets et des programmes financés par le Fonds, des dons privés, le programme de monétisation des URCE, les placements gérés par l'administrateur, et le budget du Conseil, secrétariat et administrateur.

21. Jusqu'à la fin de la période considérée, le Comité d'examen des programmes et projets a examiné 11 idées de projet et 25 propositions complètes, concernant 29 propositions de projets distinctes. Il a aussi examiné, et adressé au Conseil, les résultats de ses délibérations sur les questions cernées pendant le processus d'examen des projets ou des programmes, par exemple les règles à appliquer lorsque des entités chargées de la mise en œuvre assument la responsabilité de l'exécution. Le Comité d'examen des programmes et projets a examiné un document, établi par le secrétariat, portant sur les enseignements tirés du processus d'examen jusqu'à la seizième réunion du Conseil, qui a fourni des informations précieuses. Il a aussi amélioré la transparence des informations communiquées sur ses délibérations en recommandant au Conseil d'afficher sur le site Web du Fonds les examens de projet/programme du secrétariat. Enfin, les instructions pour l'établissement d'une demande de financement de projet ou de programme par le Fonds ont été révisées pendant la période considérée.

H. Décisions de financement de projets et programmes d'adaptation

22. Au paragraphe 10 de la décision 1/CMP.4, il est demandé «au Conseil du Fonds pour l'adaptation de commencer à traiter les propositions de financement de projets, activités ou programmes, selon le cas, et de rendre compte des progrès accomplis à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto».

23. Conformément à la disposition évoquée au paragraphe 22 ci-dessus, le Conseil a approuvé 14 propositions de financement, y compris deux propositions d'accès direct, pour un montant total de 96,7 millions de dollars É.-U., pendant les réunions que le Conseil a tenues depuis la septième session de la CMP (annexe IV).

24. Les Parties dont les propositions ont été approuvées pour financement pendant la période considérée sont les suivantes: Cambodge, Colombie, Djibouti, Égypte, Géorgie, Îles Cook, Jamaïque, Liban, Madagascar, Mauritanie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République-Unie de Tanzanie, Samoa et Uruguay.

25. Outre les décisions de financement énumérées ci-dessus, lors des réunions qu'il a tenues depuis la septième session de la CMP, le Conseil a approuvé 10 idées de projet pour un montant total de 70,4 millions de dollars É.-U. Les Parties dont les propositions ont été approuvées pendant la période considérée sont les suivantes: Argentine, Belize, Bénin, Cambodge, Égypte, Liban, Mauritanie, Myanmar, Paraguay et Pérou. Le Conseil a aussi approuvé des financements pour la formulation de projets concernant deux propositions d'accès direct au Bénin et en Argentine pour un total de 59 000 dollars É.-U.

26. Les secteurs représentés dans les propositions complètes et les idées approuvées sont les suivants: agriculture, gestion côtière, réduction des risques de catastrophe, sécurité alimentaire, développement rural, infrastructure et gestion des ressources en eau.

27. Le Conseil a décidé de maintenir le plafond de 50 % sur le financement des projets/programmes exécutés par des organisations multilatérales de mise en œuvre et d'exclure les idées de projet/programme du calcul du plafond de 50 %. Il a aussi décidé d'établir une liste de projets/programmes complets en attente dont le Comité d'examen des programmes et projets a recommandé l'approbation par le Conseil au-delà du plafond de 50 % des ressources disponibles dans le fonds spécial. Il a décidé en outre de définir le rang de priorité des projets/programmes en attente en appliquant dans cet ordre les critères suivants: a) la date à laquelle ils ont été recommandés par le Comité d'examen des programmes et projets; b) la date à laquelle ils ont été présentés; et c) le coût «net» le plus faible. Le Conseil a aussi décidé d'examiner les projets/programmes complets qui attendent d'être approuvés, sous réserve de la disponibilité de ressources et en respectant le plafond de 50 %.

28. Comme l'ont suggéré et demandé les organisations dotées du statut d'observateur, toutes les propositions de projet sont affichées sur le site Web du Fonds dès leur réception et les acteurs intéressés ont la possibilité de formuler leurs observations en ligne.

I. Suivi du portefeuille

29. Au cours de la période considérée, le Conseil a examiné le premier rapport annuel du Fonds et approuvé un modèle et un processus de présentation de rapports sur l'exécution des projets. Le modèle de calendrier des versements a aussi été révisé afin de conditionner les versements à la présentation des rapports annuels sur l'exécution des projets.

30. À sa sixième session, la CMP a demandé, au paragraphe 3 de sa décision 6/CMP.6, «au Conseil du Fonds pour l'adaptation de faire figurer dans son rapport à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto, à sa septième session, les rapports d'évaluation de l'efficacité du secrétariat provisoire et de l'administrateur provisoire assurant le service du Fonds pour l'adaptation, conformément au paragraphe 33 de la décision 1/CMP.3». Pour donner suite à cette demande, le Conseil a sélectionné et recruté un consultant indépendant pour établir les évaluations de l'efficacité qui figurent dans le document FCCC/KP/CMP/2011/6/Add.1.

31. À sa septième session, la CMP a demandé, au paragraphe 1 de sa décision 7/CMP.7, «au Conseil du Fonds pour l'adaptation de communiquer au secrétariat, le plus rapidement possible après sa première réunion en mars 2012, ses vues sur le rapport consacré à l'examen des arrangements provisoires concernant le Fonds pour l'adaptation, à présenter dans un document d'information». Au paragraphe 2 de la même décision, la CMP a décidé de demander également «à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre d'étudier à sa trente-sixième session l'examen initial du Fonds pour l'adaptation, en tenant compte des contributions demandées» au Conseil et aux autres sources qui sont énumérées aux alinéas a à d du paragraphe 5 de l'annexe de la décision 6/CMP.6.

32. Le Conseil a rendu compte, à la trente-sixième session de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI), des activités entreprises conformément au mandat décrit au paragraphe 30 ci-dessus.

«L'Organe subsidiaire de mise en œuvre a pris note des vues du Conseil du Fonds pour l'adaptation sur le rapport consacré à l'examen des arrangements provisoires concernant le Fonds pour l'adaptation⁶. Le SBI a invité le Conseil du Fonds pour l'adaptation à inclure dans le rapport qu'il soumettrait à la CMP à sa huitième session, avant le 13 août 2012, ses vues sur le rapport consacré à l'examen des arrangements provisoires concernant le Fonds pour l'adaptation, en sus des renseignements fournis dans le document FCCC/SBI/2012/INF.2.⁷»

33. Les décisions adoptées par le Conseil concernant le secrétariat et l'examen de la performance de l'administrateur figurent dans l'annexe V.

34. Outre les décisions mentionnées plus haut, le SBI est convenu, à sa trente-sixième session, d'inviter:

«le Conseil du Fonds pour l'adaptation à fournir des informations ventilées supplémentaires concernant les dépenses d'administration du Conseil et a demandé au secrétariat, compte tenu des renseignements figurant dans le document FCCC/KP/CMP/2011/6/Add.1, de rassembler les renseignements disponibles, y compris sur le Fonds pour les pays les moins avancés (Fonds pour les PMA) et le Fonds spécial pour les changements climatiques, et d'en faire la synthèse dans un document d'information à lui soumettre pour examen à sa trente-septième session, aux fins de l'évaluation comparative par les Parties des dépenses d'administration des services de secrétariat fournis à titre provisoire par le Fonds pour l'environnement mondial au Conseil du Fonds pour l'adaptation, les fonctions d'administrateur provisoire du Fonds pour l'adaptation et du Conseil du Fonds pour l'adaptation étant exercées par la Banque mondiale»⁸.

35. Suite à cette invitation, le Conseil présente dans l'annexe VI les informations supplémentaires demandées sur les dépenses d'administration. Le Conseil tient à souligner que, par souci de cohérence, la période considérée pour fournir les informations est la même que celle considérée pour les évaluations de l'efficacité du secrétariat provisoire et de l'administrateur provisoire (FCCC/KP/CMP/2011/6/Add.1).

J. Ressources du Fonds spécial du Fonds pour l'adaptation

36. Au 30 juin 2012, l'administrateur avait vendu 12,3 millions d'URCE du Fonds, au prix moyen de 9,92 euros, ventes qui avaient rapporté 180,0 millions de dollars É.-U. Le produit de la monétisation des URCE s'est établi à 11,7 millions de dollars É.-U. durant la période considérée. Au 30 juin 2012, 5,89 millions d'URCE étaient toujours disponibles à la vente, conformément aux directives sur le programme de monétisation des URCE adoptées par le Conseil. L'administrateur a aussi facilité le versement de dons d'un montant total de 119,5 millions de dollars É.-U., conformément aux directives du Conseil relatives aux dons. À ce jour, le montant total transféré aux entités chargées de la mise en œuvre par l'administrateur sur ordre du Conseil s'établit à 26,1 millions de dollars É.-U.

⁶ FCCC/SBI/2012/INF.2.

⁷ Conclusions approuvées à la trente-sixième session du SBI, voir le document FCCC/SBI/2012/15, par. 83.

⁸ FCCC/SBI/2012/15, par. 89.

37. Les fonds disponibles pour de nouvelles approbations de financement s'élevaient à 112,8 millions de dollars É.-U. au 30 juin 2012. Les ressources additionnelles que pourrait procurer la monétisation d'URCE jusqu'à fin 2012 sont estimées à 31,4 millions de dollars É.-U., soit un montant potentiel total de ressources additionnelles de 144,2 millions de dollars É.-U. pour l'approbation de nouveaux projets et programmes⁹.

K. Clôture du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs pour le secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation

38. À sa cinquième réunion, tenue en mars 2009, le Conseil a autorisé la Banque mondiale, en sa qualité d'administrateur du Fonds spécial du Fonds pour l'adaptation, à rembourser les donateurs qui avaient choisi de se faire rembourser leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale multidonateurs pour le secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation (ci-après dénommé le Fonds d'affectation spéciale administratif), sous réserve de la disponibilité de fonds provenant de la monétisation initiale d'URCE. Tous ces remboursements ont été effectués, à l'exception du remboursement de la contribution du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, s'élevant à 990 300 dollars É.-U., qui sera effectué lorsque le donateur le demandera officiellement à l'administrateur.

L. Dialogue avec les organisations de la société civile

39. À sa douzième session, le Conseil a instauré la tenue périodique de séances de dialogue avec les organisations de la société civile afin d'écouter les propositions de ces dernières, de recueillir leurs observations sur les questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil et de procéder à des échanges de vues. Les séances sont organisées en principe soit avant la fin de chaque réunion du Conseil, soit entre les sessions des organes subsidiaires de la Convention et les réunions du Conseil.

III. Soutien au Conseil du Fonds pour l'adaptation et exécution de son mandat

40. Au paragraphe 9 de sa décision 4/CMP.5, la CMP «encourage les Parties visées à l'annexe I de la Convention et les organisations internationales à alimenter le Fonds pour l'adaptation en versant des contributions qui s'ajoutent à la part des fonds provenant des activités de projet prises en compte au titre du mécanisme pour un développement propre». En outre, au paragraphe 5 de sa décision 6/CMP.7, la CMP continue d'encourager les Parties visées à l'annexe I de la Convention et les organisations internationales à alimenter le Fonds.

41. À sa quatorzième réunion, le Conseil a débattu de la nécessité de mobiliser des ressources additionnelles et a décidé de demander au chef de secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation d'entreprendre des activités de mobilisation de fonds avec des donateurs, en consultation avec le Président. Le Conseil étudie aussi les options qui s'offrent pour concevoir une campagne et une stratégie de mobilisation de fonds. Conformément au mandat évoqué plus haut, le chef de secrétariat a fait une démarche

⁹ Les estimations données reposent sur les informations publiques disponibles et ne correspondent en aucune façon à des prévisions faites par l'administrateur au sujet des prix des URCE, des taux de change, des émissions d'URCE ou d'autres variables. Sur la base des prix au comptant des URCE et du taux de change entre le dollar des États-Unis et l'euro observé en juillet 2012, ainsi que du nombre estimé d'URCE délivrées par le Centre Risoe du PNUE.

auprès du Gouvernement suédois, au Ministère des affaires étrangères à Stockholm, parallèlement à la dixième réunion du Comité de l'accréditation. À la suite de contacts bilatéraux, un dialogue avec des donateurs a été organisé en marge des trente-sixième sessions des organes subsidiaires du secrétariat de la Convention tenues à Bonn en mai 2012. Une autre séance est prévue en marge de la dix-huitième session de la Conférence des Parties à Doha (Qatar).

42. Pendant la période considérée, le Fonds a reçu de la Suède, de la Suisse et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord des contributions s'élevant à 14,53 millions de dollars É.-U., 3,19 millions de dollars É.-U. et 15,91 millions de dollars É.-U., respectivement, la Suède étant la première Partie à contribuer pour la deuxième fois au Fonds. Des annonces de contributions ont été faites par l'Australie et par la région de Bruxelles-Capitale de la Belgique.

43. Le Conseil tient à exprimer sa reconnaissance aux Gouvernements de la Suède, de la Suisse et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour l'appui qu'ils apportent au Fonds. Il salue également l'appui du secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation, de l'administrateur et du secrétariat de la Convention-cadre sur les changements climatiques.

44. Conformément au paragraphe 18 de la décision 1/CMP.3, l'équipe de fonctionnaires assurant les services de secrétariat comprend quatre fonctionnaires, à savoir le chef de secrétariat, deux spécialistes de l'adaptation et un fonctionnaire chargé des opérations (accréditation); un administrateur auxiliaire; un assistant de programme et un consultant recruté pour un contrat de longue durée.

Annexe I

[English only]

Amended and restated Certified Emission Reduction Monetization Program guidelines, June 2012

I. Scope

1. These amended and restated Guidelines apply to monetization of certified emission reductions (CERs) by the International Bank for Reconstruction and Development (the World Bank) as trustee for the Adaptation Fund (the Trustee) for the Adaptation Fund (the AF) (the CER Monetization Program) pursuant to the terms and conditions (the Terms and Conditions) of services to be provided by the Trustee.

II. Objectives of the Certified Emission Reduction Monetization Program

2. Through the CER Monetization Program, the Trustee will convert the AF's CERs into cash to support funding decisions by the AF Board. According to Decision 1/CMP.3, paragraph 28, the three objectives of the CER Monetization Program are to:

- (a) Ensure predictable revenue flow for the AF;
 - (b) Optimize revenue for the AF while limiting financial risks;
 - (c) Enhance transparency and monetize the share of the proceeds in the most cost-effective and inclusive manner, utilizing appropriate expertise.
3. The three Program objectives are discussed below.

A. Ensure predictable revenue flow

4. CER Monetization is undertaken in advance of formal approvals of AF programs/projects by the AF Board. This will support the AF Board's decisions about calls for proposals and specific project/program commitments, and ensure cash will be available to fund the initial disbursements for AF programs/projects.

(a) The CER Monetization Program will help to ensure that project and program commitments authorized by the AF Board are made on the basis of liquid assets, consistent with best financial management practice;

(b) The Trustee will provide the AF Board with information on funds in the AF Trust Fund available to be disbursed for program/project commitments. AF Board authorization of specific projects and programs would then be based on cash levels in the AF Trust Fund. This process will help insulate AF commitments from the uncertainties of the CER market.

B. Optimize revenue and limit financial risks

5. An essential objective of the CER Monetization Program is to obtain the market value for the AF's assets.

6. **Sales revenue optimization:** Ideally, the Trustee will carry out CER monetization through an on-going program of spot sales in highly liquid markets. This will ensure fair and transparent pricing, reduce transaction costs associated with price discovery, and minimize costs and risks coming from insufficient liquidity or settlement processes. It is possible to trade spot on liquid exchanges, which represent the best approximation of an efficient market as long as the volume of sales is consistent with their capacity. The Trustee may supplement spot sales with the use of futures contracts and occasional OTC sales.

7. **Risk mitigation:** Market risk arising from future movements of CER prices will be managed by spreading transactions over time to smooth price fluctuations. Settlement risk from the potential default by buyers of CERs will be mitigated by the use of delivery-versus-payment settlement mechanisms, either when trading on exchanges or OTC through dealers.

C. Enhance transparency, inclusiveness and cost-effectiveness

8. The CER Monetization Program should be designed so that the sales processes are transparent, inclusive, and cost-effective.

9. **Transparency and disclosure:** The CER Monetization Program guidelines will be made publicly available. The Trustee will record details of all transactions executed under the Program, either conducted on exchanges or OTC. While full transparency may be difficult to implement and potentially detrimental to best execution in some instances, given the public international nature of the AF and its role under the Kyoto Protocol, the highest level of transparency possible will apply to the implementation of the CER Monetization Program.

10. **Inclusiveness:** The guidelines should allow the broadest range of compliance buyers and participants in emissions trading to participate in the transactions executed under the CER Monetization Program, especially major CER buyers (governments and corporations with Kyoto or EU ETS commitments).

11. **Cost effectiveness:** The most cost-effective approach is trading spot on highly liquid and developed markets in which various transaction costs are minimized. Trading on exchanges represents the approach closest to trading on an efficient market. Nevertheless the Trustee will be responsible for minimizing implied costs (membership, margin calls for future trading, etc.). The direct cost of selling through dealers (payment of fees) will also have to be minimized and balanced against the benefits associated with the sponsorship of the dealer community (broad outreach to investors, market information, etc.).

D. Six criteria to implement the program objectives

12. These three objectives are divided into six criteria which have been presented and discussed with the AF Board, and which the CER Monetization Program guidelines aim to satisfy. The six criteria are to:

- (a) Optimize revenues;
- (b) Minimize risks;
- (c) Enhance transparency;

- (d) Be inclusive;
- (e) Be cost effective;
- (f) Make funding rapidly available.

13. These overall objectives and six related criteria establish the framework for how the CER Monetization Program is structured.

III. Rules guiding the execution: three-tiered approach

14. It may not be possible to achieve all these criteria at the same time, and in certain circumstances trade-offs may have to be considered. To help address this, the CER Monetization Program guidelines outline an approach consisting of:

- (a) On-going mechanistic sales conducted on liquid carbon exchanges (including auctions);
- (b) OTC sales through dealers in the case of high CER inventory;
- (c) Sales directly to governments;
- (d) Request for guidance from the AF Board under exceptional market circumstances.

15. The Guidelines may be amended or supplemented by decision of the AF Board, with the agreement of the Trustee.

16. See *Table 1* at the end of this Section for an illustration of how the three-tiered approach meets each of the Program's objectives and corresponding criteria.

A. On-going mechanistic sales conducted on liquid carbon-exchanges

17. The Trustee will follow a mechanistic approach for CER sales executed on exchanges and will not try to time the market or make forecasts as to the direction of CER prices. The approach described below will be driven by the volume of incoming CERs, exchange liquidity and desired inventory levels.

- (a) Continuous execution of spot straight sales on liquid exchanges:
 - (i) The Trustee will primarily conduct straight spot sales (meaning sales executed spot, according to the way trades are normally executed on the exchange, as opposed to a specific form of auction or any form of customized and out-of-the-ordinary transaction), whenever possible on every trading day on the selected exchange(s). The size and the number of transactions executed on a given day will be determined by the Trustee so as to:
 - Maximize, to the extent possible, the volume of CER spot sales conducted on exchanges over the period of the CER Monetization Program;
 - Accommodate the liquidity on the exchange and not move or disrupt the market price. To determine the size and number of transactions, the Trustee will rely on indicators made public by exchanges such as the total number of trades per day and the average size of a transaction;
 - Spread the sales of CERs over time so as to average CER market prices. At the beginning of each quarter, the Trustee will determine the planned daily sales volume for such quarter based on the amount of CERs issued during the previous

quarter and based on the volume of CERs expected to flow into the AF account, with the goal being to spread transactions evenly throughout the upcoming quarter;

(ii) The Trustee will keep records of all transactions executed on the selected exchange(s). In particular, the record of daily number, volume and selling price of transactions will be kept as well as the corresponding data applicable to the exchange;

(iii) The Trustee will monitor over time the effective presence and access to the selected exchange(s) of compliance buyers and investors, either directly or through brokers;

(iv) The Trustee will conduct trades on an anonymous basis;

(v) The Trustee will mitigate settlement risk by using the delivery-versus-payment settlement facility provided by the exchange. The Trustee will interrupt trading whenever and as long as this facility is discontinued;

(b) Limited use of futures contracts;

(i) Although the Trustee will sell CERs on selected exchanges primarily through spot contracts, the Trustee may use futures to a limited extent. Specifically, the Trustee will sell CERs on exchanges using futures contracts only to: access through the futures contracts a liquidity which is manifestly lacking on the spot contracts in the selected exchange(s); and maintain a presence in futures CER trading to diversify selling channels and maintain a continuous and seamless access to CER markets;

(c) The Trustee will determine the maximum amount of sales through futures contracts based on their characteristics and associated costs and risks:

(i) The Trustee will place a limit on selling CERs through futures contract derived from the costs and risks associated with “margin calls” or collateral requirements. Selling futures could entail the transferring of cash, known as “collateral”, or “margin”, to the exchange or the clearing house performing the settlement functions for the exchange. An initial margin deposit, which would be made in cash in the case of the AF, is required whenever a futures position is opened. With market movements, the margin is recalculated over time, resulting in margin adjustments or “margin calls” and the possible provision of additional collateral until the futures contract is closed. While all margin posted is returned at the expiration of the contract, a sharp increase in the price of CERs could entail suddenly raising large amounts of cash to post as collateral;

(ii) The Trustee will set the limit on future trades of CERs in the following way; determine the cumulative size of futures trades so as to cap to a reasonable amount the margin call, not to exceed €20 million, which would result from the strongest possible increase in the CER price. Cash used will be put aside in the Trust Fund cash account. The amount of CERs that should be delivered at expiration will be kept aside as well in the CDM registry account of the AF;

(iii) The Trustee will furthermore limit the trading on futures based on the AF's objective of rapid availability of funds. Currently CER futures contracts only have liquidity for December expiration. Therefore, cash proceeds from the sales will not become available until the end of a given year. The Trustee will continuously assess the availability and liquidity of futures contracts with intermediate expiry dates (March, June and September for instance). In determining the maximum amount of futures sales in a given year, the Trustee will incorporate the objective of keeping a

cash inventory in the AF Trust Fund cash account commensurate with the expected disbursements of the AF throughout the year;

(d) Selection of exchanges based on their strength, reputation and liquidity.

18. Several exchanges have been established for emissions trading; the largest are ICE/ECX, and the BlueNext environmental exchange. The Trustee will continue to monitor the evolution of the status and offering of the various exchanges in competition in carbon markets according to the criteria used for the initial selection, and will adapt accordingly its selection of exchanges in the future. A summary presentation of the selected exchanges is given in Annex II.

B. Over-the-counter sales

19. OTC transactions will be considered in the following situations:

(a) Over-accumulation in the AF CER account due to high rates of CER issuance by the CDM, temporary suspension of on-going mechanistic sales, or other reasons;

(b) Illiquid markets for certain types of CERs after careful separation of the AF CERs ('green' CERs, CERs generated by large hydros, industrial gas, etc.);

(c) To attract potential price or volume advantages for 'green' CERs;

(d) To accelerate the availability of cash in response to the need for new project financing expressed by the AF;

(e) To accelerate the availability of cash for administrative costs associated with the management of the AF Trust Fund.

20. **Execution of an OTC transaction:** The Trustee will determine the size and timing of the OTC trade based on on-going consultation with dealer banks involved in carbon markets. The Trustee will select the dealers that will participate in the OTC sale based on an objective process, using the same general criteria that the Trustee uses when selecting dealers for its own capital market operations. In respect of a particular transaction, the Trustee will consult with dealers and seek their advice. The quality of the recommendations applicable to the specific transaction under consideration will be among the criteria the Trustee will use to select the dealers who will participate in the transaction.

21. When executing an OTC sale, the Trustee will verify the distribution of CERs to buyers achieved by the selected carbon dealer. The Trustee will ensure that the distribution meets the requirement of the CER Monetization Program for inclusiveness of all interested CER buyers. This includes making sure that as many as possible compliance buyers and governments will be made aware of, and given the opportunity to participate in, the OTC sale. While the sale price achieved in an OTC sale may not be directly comparable to prices then prevailing on exchanges, notably because of its larger size making it non-tradable on any existing exchange, the Trustee will monitor the pricing based on a number of public price references.

22. The Trustee will ensure that the settlement processes applicable to OTC transactions are 'delivery-versus-payment (DVP) processes to limit counterparty credit risk for the AF.

C. Direct sales to governments

23. While CER sales on exchanges and via OTC transactions will be the principal methods for monetizing Adaptation Fund CERs, direct sales to governments will be considered in the following situations:

- (a) Over-accumulation in the AF CER account due to high rates of CER issuance by the CDM, temporary suspension of on-going mechanistic sales, or other reasons;
- (b) Illiquid markets for certain types of CERs, after careful separation of the AF CERs ('green' CERs, CERs generated by large hydros, industrial gas, etc.);
- (c) To accelerate the availability of cash in response to the need for new project financing or for administrative costs associated with the management of the AF Trust Fund;
- (d) Governments express an interest in purchasing CERs, subject to the criteria below.

24. **Execution of direct sales:** Direct sales to governments would be undertaken only if there is a net benefit to the Adaptation Fund when compared with the alternatives of selling through exchanges or OTC transactions. The benefit would be identified either as: i) a price premium, net of transactions costs, when compared with alternative approaches, and/or ii) a higher volume of sales than would otherwise be possible through exchanges or OTCs.

25. Direct sales to national governments must meet the CMP principle of cost-effectiveness. Under normal circumstances, transaction costs associated with such sales could be high, as sales to national governments would require the negotiation and execution of a legal agreement for the sale, incurring legal and other costs both to the Adaptation Fund (through the trustee administrative budget), as well as to the buyer. Such a sale may also require an analysis of any tax, regulatory and other issues related to CER sales to be settled in the buyer's jurisdiction.

26. Thus, direct sales to national governments would only be undertaken if the buyer agrees to purchase a minimum of 500,000 CERs, subject to review and adjustment by the trustee based on prevailing CER market prices, thereby rendering the costs of the sale comparable to alternative sales methods.

27. The Trustee will ensure that the settlement processes applicable to direct sales transactions are DVP processes to limit counterparty credit risk for the AF.

28. Sales to national governments would be disclosed publicly. The ability to sell Adaptation Fund CERs directly to governments would be communicated in advance of any sales. The results of any sales, including amounts and average prices would be reported by the trustee in the quarterly financial reports to the Board; such reports are publicly available on the Adaptation Fund website.

D. Further requests for Adaptation Fund Board guidance

29. If extraordinary events occur that make compliance with the guidelines impracticable or impossible, the Trustee will report to the AF Board and request further guidance from the AF Board. An extraordinary event would include any event that results in extreme movements in prices and/or liquidity of CERs or in carbon markets generally. Such an event could be brought on by global macro-economic conditions, events specific to the CER markets, or a significant governance or economic policy change in the Kyoto Protocol, the UNFCCC or the global institutional framework for climate change.

30. In such event, the Trustee will provide the AF Board with relevant information about the event and its impact on the market and will propose alternative courses of action for consideration by the AF Board. The Trustee will act only upon these AF-Board approved Guidelines, AF Board decisions adopted according to AF Board rules and

procedures, or written instruction from the AF Board Authorized Designee,¹⁰ in accordance with its Terms and Conditions.

31. The Trustee will suspend spot sale transactions under the CER Monetization Program if the CER market infrastructure becomes impaired. If the market infrastructure remains disrupted over an extended period, the Trustee will seek guidance from the AF Board. The Trustee will then present specific short-term funding options based on then-existing market conditions and limitations.

E. Settlement

32. **Settlement of a CER transaction:** The Trustee may settle trades directly, or rely on a bank to perform settlement functions (the “Settlement Agent”) as follows:

The Trustee will close a selling transaction with an eligible counterparty, either on an exchange or OTC. In the case of a spot transaction, on the settlement date, the trustee (or Settlement Agent) will then ensure that the CERs are delivered to the buyer while the payment in cash is received by the trustee for credit to the AF Trust Fund. The trustee will endeavour to use the DVP framework of an exchange, whereby confirmation of payment is received prior to delivery of the CERs. In case it is not possible on the exchange, the trustee will seek to settle outside the exchange on a DVP basis. Based on instructions from the trustee, the CERs sold will be transferred from the AF account in the CDM registry to the trustee’s account in the registry used for settlement, and then to the clearing house. The buyer’s cash payment will be transferred from the buyer’s account to the clearing house, and then to the AF Trust Fund cash account. The cash proceeds from the monetization will then be held in the AF Trust Fund.

33. **Selection of a Settlement Agent:** If the Trustee uses a Settlement Agent the selection of the Settlement Agent will be in a transparent manner following the procurement guidelines of the World Bank. Only firms that have experience in carbon trading and a strong settlement department will be considered for the role of Settlement Agent.

F. Summary

	<i>Optimization of revenues</i>	<i>Minimization of risk</i>	<i>Transparency</i>	<i>Inclusiveness</i>	<i>Cost effectiveness</i>	<i>Funding availability</i>
Start of monetization	After connection	After connection	After connection	After connection	After connection	Before connection
Ongoing straight sales on exchanges	Price efficiency in developed market	Spot transactions, averaging of prices, DVP settlement	Liquidity and price transparency in large and developed exchanges	Large fraction of compliance buyers, either directly or through brokers trade on selected exchanges	Trading on exchange avoids dealer’s fee Cost of exchange membership	Spot transactions make funding immediately available

¹⁰ The Chair of the Adaptation Fund Board or authorized designee.

	<i>Optimization of revenues</i>	<i>Minimization of risk</i>	<i>Transparency</i>	<i>Inclusiveness</i>	<i>Cost effectiveness</i>	<i>Funding availability</i>
OTC sales through dealers based on criteria	Efficient distribution and price discovery by dealers. Pricing checked by Trustee	DVP settlement applies. Dealers provide information on market price evolution and best timing	The Trustee checks the pricing with public prices (exchanges or brokers). The Trustee has access to the order book of the dealer(s)	The dealer is requested to distribute broadly to all compliance buyers	Dealer's fee controlled by competitive selection process of dealer(s)	Immediate and large funding availability
Direct Sales to Governments	Price would be at minimum of the average bid-ask spread	DVP	All sales would be publicly disclosed in the trustee's financial status reports to the AF Board	Any government would be eligible to purchase CERs	Minimum number of CERs would be required to be purchased to ensure at least comparable cost to other sales methods	Depends on the number of countries likely to avail of this option

IV. Reporting

34. On a quarterly basis, the Trustee will provide the AF Board with a report on its activities undertaken under the CER Monetization Program.

35. The report will communicate the details of the trading activity in CER markets undertaken by the trustee on behalf of the AF. In such quarterly reports, the following information will be provided:

(a) Tonnage of CERs held by the AF CER account at the beginning and at the end of the period;

(b) Volume of new CERs tonnage entering the account of the AF in the CDM registry during the quarter; total volume of CERs having entered the AF CER account with the CDM registry since inception;

(c) Volume of sales of CERs executed during the quarter, and since the beginning of the calendar year; these volume of sales will be broken down into three categories: 1) spot sales on exchanges, 2) futures sales on exchanges, 3) OTC sales, and 4) sales to governments;

(d) Revenues in cash associated with the sales of CERs (in euros and in US dollars) during the quarter, and since the beginning of the calendar year; these revenues will be broken down into four categories: 1) spot sales on exchanges, 2) futures sales on exchanges, OTC sales, and 4) sales to governments;

(e) Average sales price per ton sold (in euros and in US dollars) during the quarter, and since the beginning of the year for CERs sold either spot or futures on exchanges, OTC, or to governments;

(f) For futures trades, the tonnage of CERs to be delivered at various maturities in the future (for instance the December maturity of the year under review) and the cash amount to be received (in euros or in US dollars) at the expiration of the contracts. The report will indicate the value placed or received as collateral, the average at the beginning and at the end of the period.

36. In a highly volatile market, the Trustee will report on a more ad-hoc basis.

Annexe II

[English only]

Adaptation Fund Board members and alternate members

<i>Term of office^a</i>	<i>Position</i>	<i>Name</i>	<i>Country</i>	<i>Constituency represented</i>
March 2012 to March 2014	Member	Mr. Cheikh Ndiaye Sylla	Senegal	Africa
	Alternate member	Mr. Richard Mwendandu	Kenya	Africa
	Member	Mr. Ezzat Lewis Hannalla Agaiby	Egypt	Africa
	Alternate member	Mr. Zaheer Fakir	South Africa	Africa
	Member	Mr. Abdulahadi Al-Marri	Qatar	Asia
(CMP 7 to CMP 9) ^b	Alternate member	Mr. Damdiny Dagvadorj	Mongolia	Asia
	Member	-	-	Asia
	Alternate member	-	-	Asia
	Member	Ms. Medea Inashvili	Georgia	Eastern Europe
	Alternate member	Mr. Valeriu Cazac	Moldova	Eastern Europe
	Member	Ms. Laura Dzelzyte	Lithuania	Eastern Europe
	Alternate member	Mr. Aram Ter-Zakaryan	Armenia	Eastern Europe
	Member	Mr. Philip S. Weech	Bahamas	GRULAC
	Alternate member	Mr. Jeffrey Spooner	Jamaica	GRULAC
	Member	Mr. Luis Santos	Uruguay	GRULAC
	Alternate member	Mr. Santiago Reyna	Argentina	GRULAC
	Member	Mr. Anton Hilber	Switzerland	WEOG
	Alternate member	Mr. Hans Olav Ibrenk	Norway	WEOG
	Member	Ms. Angela Churie-Kallhauge	Sweden	WEOG
	Alternate member	Mr. Markku Kanninen	Finland	WEOG
	Member	Mr. Peceli Vocea	Fiji	SIDs
	Alternate member	Mr. Mohammed Shareef	Maldives	SIDs
	Member	Mr. Mamadou Honadia	Burkina Faso	LDCs
	Alternate member	Mr. Adao Soares Barbosa	Timor-Leste	LDCs
	Member	Ms. Ana Fornells de Frutos	Spain	Annex I Parties
	Alternate member	Mr. Yutaka Matsuzawa	Japan	Annex I Parties
	Member	Mr. Marc-Antoine Martin	France	Annex I Parties
	Alternate member	Ms. Su-Lin Garbett-Shiels	United Kingdom	Annex I Parties
	Member	Mr. Ricardo Lozano Picon	Colombia	Non-Annex I Parties
	Alternate member	Ms. Sally Biney	Ghana	Non-Annex I Parties
	Member	Mr. Bruno Sekoli	Lesotho	Non-Annex I Parties
	Alternate member	Mr. Dembele Boubacar Sidiki	Mali	Non-Annex I Parties

^a Members and alternate members shall serve for a term of two years and shall be eligible to serve a maximum of two consecutive terms (see decision 1/CMP.3). At the seventh session of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol, half of the members of the Adaptation Fund Board, and their alternate members from the same group, shall continue to serve in office for one additional and

final year. The terms as members do not count towards the terms as alternate members, and terms as alternate members do not count towards the terms as members (see decision 1/CMP.4).

^b The term of office of a member, or an alternate, shall start at the first meeting of the Board in the calendar year following his or her election and shall end immediately before the first meeting of the Board in the calendar year in which the term ends (see decision 4/CMP.5).

Annexe III

[English only]

**Actual fiscal year 2012 and approved fiscal year 2013 budget of the
Adaptation Fund Board and the secretariat, and the trustee^a**

^a Decimal points in the table are rounded up.

<i>All amounts in USD</i>		<i>Approved</i>	<i>Actual</i>	<i>Proposed</i>
		FY12	FY12	FY13
Board and secretariat				
01	Personnel	1 727 768	1 304 128	1 754 747
02	Travel	1 057 810	591 727	717 400
03	General operations	297 264	195 614	351 323
04	Meetings	515 000	489 176	500 000
Sub-total Board and secretariat		3 597 842	2 580 645	3 323 470
Trustee				
01	CER monetization	678 000	514 000	520 000
02	Financial and program management	140 000	157 000	173 000
03	Investment management	70 000	85 000	70 000
04	Accounting and reporting	55 000	56 000	56 000
05	Legal services	55 000	34 000	15 000
06	External audit	90 000	42 000	60 000
Sub-total trustee services		1 088 000	888 000	894 000
07	Special initiative: FIF IT systems			150 000
Sub-total trustee		1 088 000	888 000	1 044 000

Annexe IV

[English only]

Project funding approvals by the Adaptation Fund Board since the seventh session of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol

Table 2
Eighteenth Adaptation Fund Board meeting (29 June 2012)

	Country/Title	IE	Document Ref	Project	Fee	NIE	MIE	IE fee %	Total Amount	Decision
1. Projects and Programs:										
	Jamaica	PIOJ	AFB/PPRC.9/7	9,185,000.00	780,000.00	9,965,000.00		8.5%	9,965,000.00	Approved
	Cambodia	UNEP	AFB/PPRC.9/9	4,566,150.00	388,123.00		4,954,273.00	8.5%	4,954,273.00	Approved
	Colombia	UNDP	AFB/PPRC.9/10	7,850,974.00	667,333.00		8,518,307.00	8.5%	8,518,307.00	Approved
	Djibouti	UNDP	AFB/PPRC.9/11	4,293,600.00	364,956.00		4,658,556.00	8.5%	4,658,556.00	Approved
	Egypt	WFP	AFB/PPRC.9/12	6,392,887.00	511,431.00		6,904,318.00	8.0%	6,904,318.00	Approved
	Lebanon	IFAD	AFB/PPRC.9/16	7,245,000.00	615,825.00		7,860,825.00	8.5%	7,860,825.00	Approved
	Mauritania	WFP	AFB/PPRC.9/18	7,225,561.00	578,044.00		7,803,605.00	8.0%	7,803,605.00	Approved
	Argentina	WB	AFB/PPRC.9/8	3,960,200.00	336,617.00		4,296,817.00	8.5%		Not approved
	El Salvador	UNDP	AFB/PPRC.9/13	5,000,000.00	425,000.00		5,425,000.00	8.5%		Not approved
	Fiji	UNDP	AFB/PPRC.9/14	5,280,000.00	448,800.00		5,728,800.00	8.5%		Not approved
	Ghana	UNDP	AFB/PPRC.9/15	8,156,682.00	693,318.00		8,850,000.00	8.5%		Not approved
	Mali	UNDP	AFB/PPRC.9/17	7,864,837.00	668,511.00		8,533,348.00	8.5%		Not approved
	Mauritania	WMO	AFB/PPRC.9/19	1,990,764.00	169,216.00		2,159,980.00	8.5%		Not approved
	Seychelles	UNDP	AFB/PPRC.9/20	5,950,000.00	505,750.00		6,455,750.00	8.5%		Not approved
	Sri Lanka	WFP	AFB/PPRC.9/21	7,371,401.00	589,712.00		7,961,113.00	8.0%		Not approved
	Sub-total			92,333,056.00	7,742,636.00	9,965,000.00	90,110,692.00	8.4%	50,664,884.00	
2. Project Formulation Grant:										
	Argentina	UCAR	AFB/PPRC.9/4/Add.1						30,000.00	Approved
	Sub-total								30,000.00	
3. Concepts:										
	Argentina	UCAR	AFB/PPRC.9/4	5,200,000.00	440,000.00	5,640,000.00		8.5%	5,640,000.00	Endorsed
	Paraguay	UNEP	AFB/PPRC.9/5	6,570,000.00	558,450.00		7,128,450.00	8.5%	7,128,450.00	Endorsed
	Peru	IDB	AFB/PPRC.9/6	6,405,750.00	544,489.00		6,950,239.00	8.5%	6,950,239.00	Endorsed
	Sub-total			18,175,750.00	1,542,939.00	5,640,000.00	14,078,689.00	8.5%	19,718,689.00	
4. Total (4=1+2+3)				110,508,806.00	9,285,575.00	15,605,000.00	104,189,381.00	8.4%	70,413,573.00	

Table 3
Seventeenth Adaptation Fund Board meeting (16 March 2012)

	Country/Title	IE	Document Ref	Project	Fee	NIE	MIE	IE fee %	Total Amount	Decision
1. Projects and Programmes:										
	Papua New Guinea	UNDP	AFB/PPRC.8/12	6,018,777.00	511,596.00		6,530,373.00	8.5%	6,530,373.00	Approved
	Colombia	UNDP	AFB/PPRC.8/6	9,064,000.00	770,440.00		9,834,440.00	8.5%	0.00	Not Approved
	Ghana	UNDP	AFB/PPRC.8/11	8,156,682.00	693,318.00		8,850,000.00	8.5%	0.00	Not Approved
	Sub-total			23,239,459.00	1,975,354.00		25,214,813.00	8.5%	6,530,373.00	
2. Project Formulation Grant:	Benin	FNE	AFB/PPRC.8/6/Add.1						29,000.00	Approved
	Sub-total								29,000.00	
3. Concepts:										
	Benin	FNE	AFB/PPRC.8/6	8,369,000.00	711,000.00	9,080,000.00		8.5%	9,080,000.00	Endorsed
	Belize	WB	AFB/PPRC.8/7	5,530,000.00	470,000.00		6,000,000.00	8.5%	6,000,000.00	Endorsed
	Cambodia	UNEP	AFB/PPRC.8/8	4,566,150.00	388,123.00		4,954,273.00	8.5%	4,954,273.00	Endorsed
	Lebanon	IFAD	AFB/PPRC.8/9	7,245,000.00	615,825.00		7,860,825.00	8.5%	7,860,825.00	Endorsed
	Sub-total			25,710,150.00	2,184,948.00	9,080,000.00	18,815,098.00	8.5%	27,895,098.00	
4. Total (4=1+2+3)				48,949,609.00	4,160,302.00	9,080,000.00	44,029,911.00	8.5%	34,454,471.00	

Table 4
Sixteenth Adaptation Fund Board meeting (14 December 2011)

	Country/Title	IE	Document Ref	Project	Fee	NIE	MIE	IE fee %	Total Amount	Decision
1. Projects and Programs:										
	Uruguay	ANII	AFB/PPRC.7/5	9,471,428.00	496,250.00	9,967,678.00		5.2%	9,967,678.00	approved
	Cook Islands	UNDP	AFB/PPRC.7/7	4,960,000.00	421,600.00		5,381,600.00	8.5%	5,381,600.00	approved
	Georgia	UNDP	AFB/PPRC.7/9	4,900,000.00	416,500.00		5,316,500.00	8.5%	5,316,500.00	approved
	Madagascar	UNEP	AFB/PPRC.7/10	4,705,000.00	399,925.00		5,104,925.00	8.5%	5,104,925.00	approved
	Samoa	UNDP	AFB/PPRC.7/14	8,048,250.00	684,101.00		8,732,351.00	8.5%	8,732,351.00	approved
	Tanzania	UNEP	AFB/PPRC.7/15	4,616,188.00	392,376.00		5,008,564.00	8.5%	5,008,564.00	approved
	Papua New Guinea	UNDP	AFB/PPRC.7/13	6,018,777.00	511,596.00		6,530,373.00	8.5%		not approved
	Sub-total			42,719,643.00	3,322,348.00	9,967,678.00	36,074,313.00	7.8%	39,511,618.00	
2. Concepts:										
	Egypt	WFP	AFB/PPRC.7/8	6,849,773.00	437,885.00		7,287,658.00	6.4%	7,287,658.00	endorsed
	Mauritania	WFP	AFB/PPRC.7/11	7,180,274.00	459,013.00		7,639,287.00	6.4%	7,639,287.00	endorsed
	Myanmar	UNDP	AFB/PPRC.7/12	7,289,425.00	619,601.00		7,909,026.00	8.5%	7,909,026.00	endorsed
	Cambodia	UNEP	AFB/PPRC.7/6	4,530,288.00	385,074.00		4,915,362.00	8.5%		not endorsed
	Sub-total			25,849,760.00	1,901,573.00		27,751,333.00	7.4%	22,835,971.00	
3. Total (3 = 1 + 2)				68,569,403.00	5,223,921.00	9,967,678.00	63,825,646.00	7.6%	62,347,589.00	

Annexe V

[English only]

The Adaptation Fund Board's decisions with respect to the secretariat and the trustee performance review

I. Performance review of the interim arrangements of the Adaptation Fund

1. A working group, established in decision B.16/30, reviewed the report prepared by the consultant entitled "Performance Review of the Interim Arrangements of the Adaptation Fund." Upon deliberation of the recommendations contained within the consultant's report and the working group's recommendations, the following decisions include the Adaptation Fund Board's (AFB) measures taken, findings, and overall conclusions with respect to the arrangements of the AFB secretariat and Trustee.

A. Secretariat

2. Taking into account the working group's evaluations of the GEF cross-support to the AF, particularly on results-based management, human resources, information technology, knowledge management, and project review, the Board decides to:

(a) Request the Project and Programme Review Committee (PPRC) to consider authorizing the secretariat to decide on the endorsement of project concepts based on their technical reviews and assessments of proposals, and to notify proponents directly. The PPRC is requested to formulate a recommendation to the AFB in this regard.

(Decision B.18-19/2)

3. In order to ensure the quality of the project/programme review process, the Board decides to request the Head of the AFB Secretariat to:

(a) Ensure that the co-reviewers selected for the GEF Secretariat's cross support services for AF project reviews have at least the same amount of relevant experience as the dedicated team of the AFB secretariat project review team;

(b) Inform the AFB about the need of additional staff before recruiting, should there be any longer term human resource constraints regarding the provision of AF project review services.

(Decision B.18-19/3)

4. Recognizing high turnover amongst GEF Secretariat staff providing cross-support to the AFB Secretariat, the Board decides to request the Head of the AFB Secretariat to:

(a) Consistently ensure the quality of the work provided by the GEF cross-support staff, limit excessive turnover of the GEF staff to avoid undermining the quality of the support, and regularly report to the AFB the grade of GEF secretariat staff assigned to the provision of cross-support to the AF;

(b) Ensure that GEF staff providing cross-support are able to prioritize the work for the Adaptation Fund adequately and sufficiently.

(Decision B.18-19/4)

5. The Board decides to explore further how to guarantee that the GEF cross-cutting support provided and charged to the AF responds to the needs of the AFB.

(Decision B.18-19/5)

6. Regarding the GEF's role as the interim secretariat, the Board is of the view that the matter falls within the political mandate of the CMP. However, it is the Board's position that given the resource constraints the Fund faces, the challenges of CER monetization, and the need for the Board to focus on its core activities, including the implementation of concrete adaptation projects/programmes, a change in the interim secretariat is not recommended/ advised at this time. Further, the Board notes that establishing an independent secretariat at this juncture may undermine confidence in the effectiveness and efficiency of the Adaptation Fund and its Board, and may undermine the willingness of donors to provide support. It may also risk increasing the transaction costs to the Fund.

7. The Board decides to recommend the CMP maintain the GEF as interim Secretariat of the AFB and to include the above paragraph in its next report to the CMP.

(Decision B.18-19/6)

B. Trustee

8. At the 17th Board meeting, decisions were taken in relation with the investment strategy and reporting on the implementation of this strategy. Having considered the recommendation of the EFC the Board decided to:

(a) Express support for the trustee's proposed investment strategy as outlined in document AFB/EFC.8/10;

(b) Request the Trustee to provide further reporting on the implementation of this strategy at the next and future meetings.

(Decision B.17/26)

9. Further, the Board finds that the recommendation to shift the oversight role over the Trustee's activities from the Board to the Secretariat is not advisable. The Board decides to maintain oversight over the Trustee's activities.

(Decision B.18-19/7)

10. The Board decides to:

(a) Encourage the Trustee to increase the use of videoconferencing to ensure their efficient participation in AFB Meetings and to strive to limit their direct participation in AFB Meetings to one senior staff member;

(b) Request the Trustee to provide the Chair of the AFB intersessionally with justification of any need for their direct participation in the next AFB meetings at a level that goes beyond the above recommendation.

(Decision B.18-19/8)

11. The Board decides to request the Trustee to examine the report prepared by the consultant entitled "Performance Review of the Interim Arrangements of the Adaptation Fund" and advise at its next meeting about possible options/ measures to ensure that information about the amount of CERs available to the Adaptation Fund in its Share of Proceeds Account held with the Clean Development Mechanism is complete, accurate and received in a timely manner before the CERs are made available to the Trustee for monetization. Each option should include a cost estimate and a time line for implementation.

(Decision B.18-19/9)

Annexe VI

[English only]

Comparative analysis of administrative costs

Adaptation Fund Board administrative cost Fiscal Year 2009, 2010 and 2011

	USD		
	FY09 (July 2008–June 2009)	FY10 (July 2009–June 2010)	FY11 (July 2010–June 2011)
Travel cost/airfare (eligible Board members)	76 996.81	576 000.00	593 280.00
Daily subsistence allowance (DSA)	145 709.96	141 729.00	161 009.00
Support to Chair	15 000.00	0	23 870.00
Total	237 706.77	717 729.00	778 159.00

Note: (1) The number of eligible Board members ranges from 20 to 25 depending on selection of members (Eastern European members can be from Annex I or non-Annex I Parties); (2) In FY09, some Board members arranged their travels on their own governments' cost so cost/airfare for this year is much lower than the following fiscal years. In accordance with paragraphs 41 and 42 of the Rules of procedure of the Adaptation Fund Board, travel arrangements for Board members and alternates following UN rules started from FY10.